

LOIS

LOI n° 2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements (1)

NOR : COPX0508832L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

L'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 1115-1.* – Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, dans le respect des engagements internationaux de la France, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement. Ces conventions précisent l'objet des actions envisagées et le montant prévisionnel des engagements financiers. Elles entrent en vigueur dès leur transmission au représentant de l'Etat dans les conditions fixées aux articles L. 2131-1, L. 2131-2, L. 3131-1, L. 3131-2, L. 4141-1 et L. 4141-2. Les articles L. 2131-6, L. 3132-1 et L. 4142-1 leur sont applicables.

« En outre, si l'urgence le justifie, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou financer des actions à caractère humanitaire. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 février 2007.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*
NICOLAS SARKOZY

Le ministre des affaires étrangères,

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*La ministre déléguée à la coopération,
au développement et à la francophonie,*
BRIGITTE GIRARDIN

*Le ministre délégué
aux collectivités territoriales,*

BRICE HORTEFEUX

(1) *Travaux préparatoires* : loi n° 2007-147.

Sénat :

Proposition de loi n° 224 (2005-2006) ;

Rapport de M. Charles Guéné, au nom de la commission des lois, n° 29 (2005-2006) ;

Discussion et adoption le 27 octobre 2005.

Assemblée nationale :

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 2624 ;

Rapport de M. Christian Decocq, au nom de la commission des lois, n° 3610 ;

Discussion et adoption le 25 janvier 2007.